

Septembre 2000

Une alternative au système de libre-échange : La prise en charge de la société par le peuple travailleur



Comme il est souligné dans le document de consultation de l'Assemblée nationale, le projet de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) est un «ALÉNA 2» étant entendu que *«de nombreuses dispositions [de l'ALÉNA] vont bien au-delà de celles de l'OMC.»*. Poser la question de la pertinence de la ZLÉA c'est donc faire le bilan du libre-échange réellement existant des années 90, surtout dans les Amériques.

Tout comme les parlementaires de la deuxième Conférence parlementaire des Amériques (COPA) de juillet dernier, le Parti de la Démocratie Socialiste (PDS) a remarqué *«le peu d'impacts positifs, sinon l'absence réelle d'impact sur la pauvreté et l'équité dans le monde, de la croissance économique et commerciale des dernières années.»*. Comme le souligne le président sortant du COPA et aussi président de l'Assemblée nationale, *«... en proportion autant qu'en chiffres réels, il y a aujourd'hui plus de pauvres et moins d'équité un peu partout dans le monde, même là où la prospérité semble apparente»*.

De dire le président de l'Assemblée nationale: *«Dans les Amériques, plus de la moitié des 780 millions d'habitants souffrent gravement de la pauvreté, au point où plusieurs sont encore incapables de satisfaire leurs besoins élémentaires en eau potable, en alimentation quotidienne, en santé et en éducation de base.»* Même *«... la Banque mondiale reconnaît que l'Amérique latine ne se porte pas mieux qu'il y a vingt ans »* (Monde Diplomatique, septembre 2000, page 18) c'est-à-dire depuis le tournant néolibéral du début des années 80 dont les nombreux accords de libre-échange sont la codification.

Bilan négatif pour le Québec

Le bilan est-il différent pour le Québec? À en croire le document de consultation de l'Assemblée nationale, il semble que ça soit le cas. Depuis l'Accord de libre-échange (ALÉ) de 1989, précurseur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) de 1994, de souligner à double trait ce document, les exportations du Québec ont connu une croissance fulgurante. De 44% de la production nationale (le PIB) en 1988, elles ont grimpé à 57% de celui-ci en 1998. Matériel de communication, avionnerie et autres produits de haute technologie ont été les fers de lance de cette croissance (Profil financier du Québec, juillet 2000).

Une alternative au système de libre-échange

Nul doute donc que les Nortel Networks, Bombardier, Pratt et Whitney et autres transnationales aient été les grands gagnants de l'ère de libre-échange. Leurs profits records, soutenus par la concentration des fonds de pensions dans les marchés financiers, ont cautionné et alimenté un enrichissement spéculatif qui ont consacré l'hégémonie du capital financier.

Mais qu'en est-il du peuple travailleur, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population du Québec? Depuis la signature de l'ALÉ, le coefficient d'inégalité sociale (coefficient Gini) du Canada a augmenté de 10% (*Globe and Mail*, 17/06/00). Au Québec, dans la même période, le taux de faible revenu après impôt a augmenté de 15% (*Statistique Canada*, 75F0002M). Le libre-échange n'a rien fait pour améliorer la situation socio-économique du Québec au sein du Canada: pour le revenu médian de 1998, des 25 plus grandes régions métropolitaines du Canada, les 5 régions métropolitaines du Québec se classaient dans les sept dernières places (*Quotidien de Statistique Canada*, 10/08/00).

Est-ce uniquement un phénomène d'exclusion et d'oppression nationale qui n'affecterait pas le travailleur ou la travailleuse moyenne? Leurs gains moyens réels du travail stagnent depuis 20 ans au Canada, et au Québec, alors qu'entre 1950 et 1970 ils avaient augmenté de 90% ! (*Tendances sociales canadiennes*, *Statistique Canada*, été 2000).

Si, à cet égard, les gains des femmes gagnent sur ceux des hommes c'est parce que les gains de ces derniers se détériorent. Les gains des femmes restent moins des trois quarts de ceux des hommes. Même ce lent rattrapage pervers des femmes est compromis depuis l'instauration du libre-échange car leur taux d'activité sur le marché du travail, en constante progression depuis la Deuxième guerre, stagne depuis 10 ans. (*L'Observateur économique canadien*, *Statistique Canada*, janvier et février 2000).

Faut-il rappeler, à la veille de la Marche mondiale des femmes contre la violence et la pauvreté, que la frustration due à la dégradation absolue et relative de la situation socio-économique des hommes n'est pas pour rien dans leur violence envers les femmes et les enfants. Faut-il rappeler que derrière la stagnation salariale se cache une dégradation des conditions de travail. Spécialement pour les femmes, le travail est devenu de plus en plus précaire et flexible. (*L'Observateur économique canadien*, *Statistique Canada*, janvier 2000).

Pour celles et ceux détenant un emploi plus stable, l'intensité et les longues heures du travail provoquent de plus en plus stress, épuisement et dépression. Pensons aux travailleuses de la santé et aux enseignantes sous la responsabilité du gouvernement du Québec et aussi — on les oublie trop souvent — aux travailleurs et travailleuses le plus souvent non syndiqués des secteurs de la haute technologie et de l'information.

Si le capital sort gagnant de l'ère de libre-échange que la ZLÉA veut étendre à l'ensemble des Amériques, le peuple travailleur en sort perdant, du paysan sans terre brésilien et du sans-abri de Montréal jusqu'au travailleur branché employé par un trust de la haute technologie de São Paulo ou de Pte-Claire. Faut-il s'étonner que l'actuelle *période de prospérité* qui dure depuis huit ans ait causé plus de mal que de bien pour la grande majorité de la population des Amériques et du Québec ?

La montagne de dettes

Il faut plutôt s'étonner que le libre-échange ait été capable d'assurer une quelconque croissance de la richesse malgré tout. Les taux de croissance de la production et de la productivité du travail ont été beaucoup plus bas dans la période néolibérale que durant les « *trente glorieuses* » de 1945-1975. Par exemple, le taux de croissance annuel de la productivité du travail est passé de 3.2% au Canada de 1961 à 1978 à seulement 1.0% de 1978 à 1998. (*Le Quotidien de Statistique Canada, 1^{er} mai 2000*).

Car comment augmenter la production quand les salaires stagnent et que l'exclusion augmente? Réponse: par une montagne de dettes tant pour financer les gouvernements que pour soutenir la consommation privée et même les investissements car profits et épargnes populaires sont, avant tout, dirigés vers les placements spéculatifs et non vers les investissements productifs.

Au Canada, de 1960 à la fin des années 1970 sinon avant, les actifs réels (infrastructures, usines, maisons, biens durables) étaient à peu près égaux aux actifs financiers (actions, prêts, placements monétaires) et les deux augmentaient au même rythme que la production nationale (le PIB). Mais depuis un peu plus de 20 ans, les actifs financiers — la contrepartie de la dette — ont presque doublé par rapport au PIB tandis que les actifs réels relatifs ont quelque peu diminué. (*Financial Fragility and the Federal Budget, Canadian Centre for Policy Alternatives*).

Si la montagne de dettes permet de financer un minimum de croissance, elle ne peut par contre qu'approfondir les inégalités sociales et la pauvreté. En effet, les revenus des actifs financiers (intérêts, dividendes...), actifs qui croissent plus rapidement que la production nationale, redistribuent le revenu national de bas en haut car ces actifs sont détenus directement et indirectement par les riches. D'autre part, cette ponction sur le revenu des classes moyennes et pauvres, et l'augmentation des faillites qui en découlent, accentuent la pauvreté.

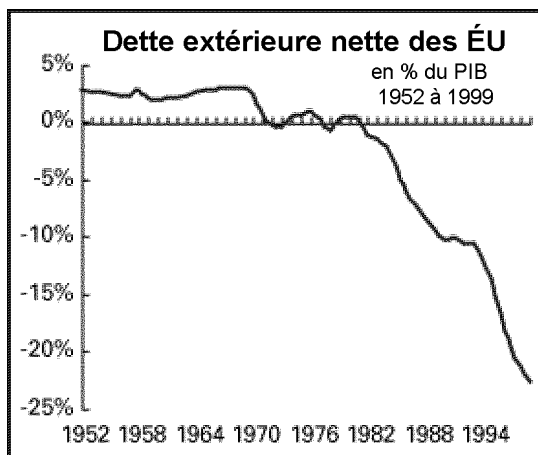
Jusqu'ici, la stratégie de l'endettement fonctionne mais au prix d'une aggravation des contradictions sociales qu'elle visait pourtant à résoudre.

Cet endettement accentue les inégalités sociales et la pauvreté tant aux bénéficiaires du capital national vis-à-vis le peuple travailleur; des pays du Nord, comme les ÉU et le Canada, vis-à-vis des pays du Sud tels les pays d'Amérique latine et des Caraïbes; que ceux des ÉU, comme superpuissance mondiale, vis-à-vis du restant du monde.

En 1999, l'ensemble des pays du Sud ont réalisé un transfert net (sortie de fonds moins entrée de fonds) de 115 milliards \$US au profit des créanciers du Nord. C'est au moins l'équivalent du Plan Marshall, transféré en un an seulement ! (*Banque mondiale, «Global Development Finance», table « et flows and transfers on debt», avril 2000, cité par Éric Toussaint du CADTM*)

Une alternative au système de libre-échange

Quant au miracle américain, sur fond cependant de croissance des inégalités et de la pauvreté, il s'explique, en dernière analyse, par la capacité des ÉU de drainer une grande partie de l'épargne du restant du monde au rythme annuel de 300 milliards \$US l'an pour un endettement total, à la fin 1999, de 2 billions \$US. À s'endetter à ce rythme-là n'importe quel pays serait *prospère*. Mais quel autre pays peut s'endetter ainsi sans en payer le prix fort en termes au moins de taux d'intérêt élevé — tel fut le cas du Canada de l'ère libre-échangiste jusqu'au début des années 90 — ou même de mise sous tutelle par le FMI qui impose aux pays du Sud ces dévastateurs programmes d'ajustement structurel (PAS)?



Source : *Left Business Observer* [www.panix.com/~dhenwood/LBO home](http://www.panix.com/~dhenwood/LBO_home)

Cette aptitude des ÉU d'éponger l'épargne mondiale provient de la capacité de la bourgeoisie américaine d'imposer au peuple américain des politiques néolibérales plus dures que dans les autres pays du Nord — legs d'un racisme et d'un chauvinisme institutionnels — d'où de meilleures conditions de rentabilité pour les capitaux européens, japonais et canadiens que chez eux. (Mais, paradoxalement, la sur-évaluation du dollar US peut rendre rentable le rachat d'actifs extérieurs aux ÉU.) Elle provient aussi de leur puissance hégémonique, surtout monétaire et militaire — legs historique d'un pays neuf géopolitiquement bien situé — qui leur permet d'imposer le chaos aux autres et ainsi d'apparaître comme un havre de paix et de prospérité aux capital-argent des pays du Sud, d'autant plus que le système de libre-échange facilite ce transfert pervers.

Ce succès américain entretient un cercle vertueux. Il renforce d'une part d'une part le chauvinisme tout en permettant de hausser une consommation interne sans contrepartie productive. D'autre part, il donne les moyens aux ÉU de se servir de leur immense marché interne — le cinquième du marché mondial — pour rendre dépendant d'eux plusieurs pays clefs, qui exportent aux ÉU beaucoup plus qu'ils en importent, comme le Japon, la Chine et le Mexique mais aussi le Canada et le Québec.

Le Québec danse avec l'aigle

Cette manne rejaillit sur le Québec qui exporte aux ÉU le quart de sa production nationale. En fait, le Québec exporte aux ÉU presque le huitième de son PIB sans importations étasuniennes équivalentes ! (*Institut de la statistique du Québec, site Internet*). Un tel déséquilibre des échanges, on l'a vu, est symptomatique de l'ensemble de la balance commerciale étasunienne. On imagine ce qui pourrait arriver si les ÉU ne pouvaient plus drainer comme ils le font les épargnes mondiales afin de compenser pareil déséquilibre. En résulterait une crise qui déchaînerait les forces protectionnistes que la prospérité actuelle aux ÉU contient à peine.

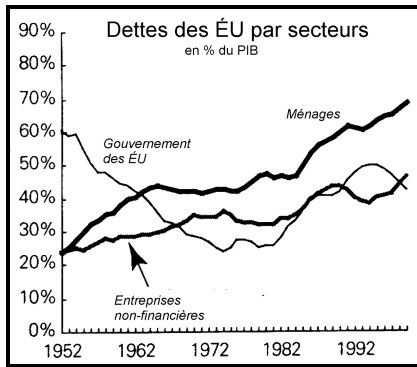
Le peuple québécois devient de plus en plus dépendant du marché américain sans que, bien sûr, l'inverse ne soit vrai. Mais aussi, paradoxalement, le peuple québécois est aussi victime de la crispation centralisatrice du fédéralisme canadien. Affaibli économiquement par la cassure du marché canadien et la focalisation de la production des régions du Canada sur le marché américain, la bourgeoisie canadienne réagit en serrant les ficelles sur le plan politique pour résister à la domination américaine dans le cadre de l'ALÉNA.

Le système de libre-échange n'est viable que parce qu'il est dopé par un endettement généralisé qui croît plus rapidement que la production. Cet endettement généralisé, qui explique d'ailleurs l'hégémonie du capital financier, s'avère un outil particulièrement efficace de contrôle des populations. D'une part, il entretient un minimum de croissance économique dans un environnement d'inégalité et de pauvreté, elles aussi en croissance. Cette contradiction mène à la segmentation du peuple travailleur en *nantis* et exclus. Ce *Québec divisé en deux* permet d'entretenir, davantage envers les femmes, la peur du chômage et de la violence tout en assommant le peuple par le matraquage de la publicité et du divertissement commercial.

On pourrait penser que les gouvernements de la zone ALÉNA ont maîtrisé la croissance de l'endettement parce qu'ils sont parvenus à dégager des surplus publics en appliquant de dures politiques de *déficit zéro* qui dorénavant se prolongent dans celles de la baisse des impôts et du remboursement de la dette publique. Ce serait ignorer le déplacement du problème vers l'endettement privé, tant celui des ménages que celui des entreprises. Par exemple, la dette des ménages aux ÉU a triplé en 50 ans par rapport au PIB et celle des entreprises non-financières a doublé, cette croissance s'étant accélérée depuis le début des années 80. Comme quoi plus ce système parvient à se maintenir plus il s'embourbe dans ses contradictions.

De même, la dette du gouvernement américain, à l'image de celle des gouvernements canadien et québécois, reste deux fois plus élevée qu'au début des années 70 même si elle décroît suite aux politiques de coupures drastiques dans les services publics et les programmes sociaux. Ces coupures, d'ailleurs, ont envenimé les problèmes d'inégalité et de pauvreté sur lequel s'appuie le système du libre-échange.

Une alternative au système de libre-échange



(Tableau: Source :*Left Business Observer*, # 92, novembre 1999)

Que l'on songe qu'au Québec les contribuables payaient 20 milliards \$ de plus en impôts en 1999 qu'en 1993 aux deux paliers supérieurs de gouvernements mais que tout est allé au service de la dette publique. Donc les dépenses sociales, malgré l'inflation et l'augmentation de la population, malgré le vieillissement qui fait pression sur le système de santé et malgré la nécessité sociale d'assurer un taux de diplômation de 100% au secondaire et d'ouvrir l'éducation supérieure à tous et toutes, n'ont pas augmenté d'un sou durant cette période.

Certes, les profits des entreprises et les revenus spéculatifs sont au rendez-vous pour ces 5 à 10% de la population qui détiennent des actifs financiers qui en valent la peine. Les années 90, cependant, ont été une décennie de privations, de violence et d'insécurité pour le reste de la population. Cela vaut surtout vrai pour la population exclue qui forme une large majorité en Amérique latine et dans les Caraïbes et un bon 20-25% au Québec.

Le mirage de «la nouvelle économie»

Les peuples travailleurs souffrent malgré la croissance. Une poignée de richards s'enrichit par la spéculation et par la concentration du pouvoir économique aux mains de quelques centaines de monopoles sans cesse en fusion les uns avec les autres afin de mieux rationaliser, d'où une hécatombe d'emplois sacrifiés dans les secteurs et usines les moins rentables. D'importants déséquilibres financiers s'aggravent. On constate une contre-performance économique par rapport aux *trente glorieuses*. On nous dit que ces aberrations sont temporaires, que cette traversée du désert s'achève. Pointerait à l'horizon les lendemains qui chantent de la *nouvelle économie* de l'information.

Il se pourrait, en effet, qu'enfin les investissements en téléinformatique commencent à produire certains gains de productivité, du moins aux ÉU, si l'on se fie sur les plus récentes statistiques de la productivité. Dans la mesure où débiterait peut-être une troisième grande révolution technologique, celle-ci ne doit rien au libre-échange qui lui aura plutôt entravé sa marche. La crise sera d'autant plus profonde si cette révolution se confirme.

L'ordinateur et l'Internet sont le résultat de programmes du Département de la défense des ÉU et de la recherche universitaire. L'Internet continue d'être régi *communautairement* malgré l'assaut par Microsoft et consorts qui, n'ayant compris que sur le tard son potentiel, le commercialisent pour tenter de se l'approprier (*The Economist*, 18/12/99 et 10/06/00). D'ailleurs la recherche-développement est de plus en plus subventionnée directement et indirectement par l'État.

Le Québec est à la fine pointe de la générosité en ce domaine dans la zone ALÉNA: «D'après une étude du Conference Board du Canada (1999), le Québec offre le traitement fiscal le plus avantageux quant aux dépenses en R-D pour une grande entreprise.» D'ailleurs, de façon générale, «les taux d'imposition des profits des entreprises sont parmi les plus bas en Amérique du Nord». (*Profil financier du Québec*, juillet 2000).

Par contre, le système de libre-échange, parce qu'il anémie la demande solvable et donc qu'il canalise les surplus dans la bulle de la spéculation, retarde l'émergence de la troisième grande révolution technologique. L'ordinateur et le transistor n'ont-ils pas été inventés il y a plus de 50 ans? Les gouvernements et universités sont à l'origine de la télé-informatique, mais le système de libre-échange n'aura pas permis à plus de la moitié de l'humanité d'avoir accès au téléphone. Ce fait brutal est en soi un plaidoyer pour une prise en charge par l'État des télécommunications et en particulier de l'autoroute de l'information.

Si, malgré tout, la nouvelle révolution technologique perçait, elle précipiterait la faillite du système de libre-échange. Ce système a exacerbé la loi de la concurrence propre au capitalisme. Sans doute y a-t-il création d'emplois dans les secteurs du logiciel et de la communication. Une hausse significative de la productivité du travail, cependant, détruirait plus d'emplois convenablement rémunérateurs et stables dans le reste de l'économie. (Mais un relatif plein emploi de précarité et de bas salaires serait peut-être possible.) Il en sera ainsi tant que persistera la politique libre-échangiste de destruction des services publics et du maintien de la semaine *normale* de travail — normale pour obtenir un salaire et une stabilité à peu près convenables — à un peu moins de 40 heures, niveau presque figé depuis une cinquantaine d'années.

Le système de libre-échange a été et sera une catastrophe pour l'humanité. Il faut donc dire non à la ZLÉA.

État minimum ou État interventionniste ?

Le document de consultation de l'Assemblée nationale laisse entrevoir de nouvelles concessions au capital financier et aux transnationales. On y souligne le besoin «*d'ajustements du marché du travail* » parce que «*...dans la réalité, peu de pays sont enclins à permettre le recours à des sanctions commerciales pour faire appliquer [les normes de l'Organisation internationale du travail (OIT)].* ». De plus, «*les secteurs dits «protégés», comme l'agriculture et les produits agroalimentaires, pourraient subir des transformations profondes s'ils étaient assujettis à la concurrence*» comme par exemple, se voir interdire d'appliquer le principe de précaution aux organismes génétiquement modifiés (OGM). On y souligne aussi d' «*élargir l'accès aux marchés publics...*» dans lesquels il faut inclure la santé et l'éducation.

Certains passages du document de consultation laissent entendre qu'on pourrait baliser le système de libre-échange en y introduisant des «*dispositions relatives à la protection de la société civile (environnement, droits de la personne et des travailleurs, culture, etc.)*». Ce qui suppose une régulation étatique du libre-échange d'où la question «*...dans quelle mesure l'État peut intervenir dans l'économie, et de quelle façon il doit le faire.*».

Finalement, «*...se pose le problème du déficit démocratique...*» surtout quand «*...l'expérience de l'ALÉNA démontre que, dans de nombreux domaines, ce sont les mécanismes d'arbitrage [...] qui dictent aux gouvernements concernés la conduite de leurs relations commerciales.*». On pense ici au chapitre 11 de l'ALÉNA concernant les dispositions relatives aux investissements qui a obligé, par exemple, le gouvernement canadien à compenser une compagnie américaine (Ethyl Corporation) pour lui avoir imposé un règlement environnemental.

L'Assemblée nationale, d'après son document de consultation, nous propose le choix entre

- un libre-échange sans entrave, donc aller vers un *État minimum*, contrôlé par des mécanismes d'arbitrage non transparents ou,
- opter pour un système de libre-échange à *visage humain* où l'État, dirigé par son parlement élu, canaliserait les forces du marché.

Ce choix est en complet porte à faux puisque ni l'une ni l'autre des possibilités proposées ne s'enracine dans une compréhension de la réalité du système de libre-échange réellement existant.

Le système de libre-échange réellement existant

Une simple lecture attentive des journaux permet de comprendre qu'il n'y a pas de libre-échange au sein d'un libre marché. La réalité c'est le règne la liberté du renard dans le poulailler.

Il y a un affrontement titanesque entre quelques grandes places financières (exemple New York) à l'ombre desquelles rivalisent quelques centres financiers nationaux (ex.: Toronto) et régionaux (ex. : Montréal) qui cachent une ribambelle de paradis fiscaux (ex.: Îles Caïmans). Chacune de ces places est dirigée, tout à fait non démocratiquement, par une poignée d'institutions financières branchées sur la Banque centrale (ex.: la Banque du Canada) la plus proche et qui en constitue la direction politique. Cette Banque centrale entretient le minimum de liens avec ces autres institutions formellement élues, se contentant, par exemple, de liens informels avec le ministre des Finances.

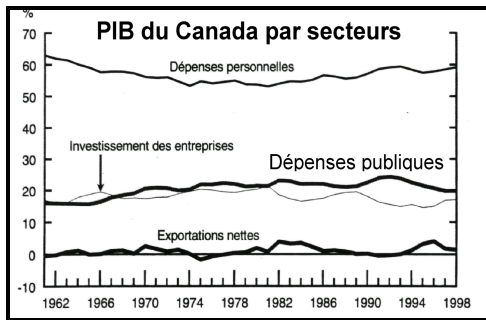
Derrière cette hiérarchie de places financières en compétition les unes contre les autres se profilent quelques centaines de transnationales, toutes aussi compétitives et toutes aussi antidémocratiques. Leur financement, tout comme la rentabilisation de leurs fonds de roulement et d'investissement, dépendent d'ailleurs du capital financier. Ceci explique le recyclage partiel de plusieurs transnationales en entreprises financières.

Ces transnationales sont en liens étroits avec les Exécutifs ministériels (les ministres seniors) et les grands mandarins de la bureaucratie d'État: portes tournantes entre hautes fonctions ministérielles et conseils d'administration d'entreprises, lobbying et clubs sélects communs. Les hautes directions des banques et transnationales imposent leurs vues en se servant de leur pouvoir de financement des partis politiques, du contrôle monopoliste des médias commerciaux et étatiques dépendant de leur publicité et, *last but not the least*, du chantage de la dette publique.

Les banques et les transnationales ne souhaitent pas un État minimum. Ce discours-là ne sert qu'à justifier le démantèlement de l'État providence conquis de haute lutte durant les *trente glorieuses* par les peuples travailleurs. Elles souhaitent un État qui intervient lourdement pour les aider à être les gagnantes de la compétition mondiale.

Certes, l'État libre-échangiste libéralise la circulation des capitaux, sous forme d'argent ou marchandise, et dérègle les communications, les transports et l'environnement pour faciliter la division internationale du travail des transnationales. Par contre il régleme plus sévèrement l'immigration, l'ensemble des assurances sociales qui perdent la simplicité réglementaire et administrative de leur caractère universelle, et l'accès aux services publics englués dans les pénuries (gestion de listes d'attentes et indicateurs de performance qui préparent sous-traitance et privatisation). L'aide indirecte aux entreprises, *dépense fiscale* que ne comptabilise ni le budget ni la comptabilité nationale, se généralise : congés fiscaux pour les Cités du multimédia et du commerce électronique, pour la zone franche de Mirabel, pour une éventuelle usine de semi-conducteurs... Même la contribution visible de l'État à la formation du PIB, c'est-à-dire l'ensemble des dépenses sociales moins les paiements de transferts, reste en gros constante sur le long terme (pensons à l'augmentation des dépenses militaires et policières, à l'aide directe aux entreprises) :

Une alternative au système de libre-échange



Pour mettre en place ce système de libre-échange le club des grands États du Nord, associés dans le G-7 et sous la ferme direction des ÉU libérés des contraintes de la Guerre froide, ont imposé les accords régionaux et mondial de libre-échange. En aucun cas, les États du Nord, c'est-à-dire les États impérialistes, ne sont les victimes du système international de libre-échange. Ils en sont au contraire les maîtres d'œuvre et les premiers bénéficiaires.

Le banc d'essai en fut l'Accord de libre-échange (ALÉ) entre les ÉU et le Canada mis en place dès 1988 qui ensuite catalysa l'OMC et l'ALÉNA au début des années 90, forçant Européens et Japonais (sans succès jusqu'ici) à suivre la cadence chacun dans leur zone d'influence. Quant aux pays du Sud, mis au pas par les programmes d'ajustement structurels (PAS) des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale), à cause de leur dépendance financière et commerciale envers les pays du Nord, ils furent contraints d'adhérer à l'OMC. La ZLÉA se veut le bouclage de l'opération pour les Amériques en introduisant le Sud des Amériques dans l'ALÉNA, après leur intégration forcée dans l'OMC. C'est cette hiérarchie d'institutions absolument non démocratiques, même si leur fonctionnement en devenait *transparent*, qui forment le gouvernement mondial réellement existant.

Ce gouvernement mondial d'accords de libre-échange et d'institutions sert à mettre les peuples travailleurs en compétition les uns contre les autres, surtout le Nord contre le Sud, par une dynamique, comme disent les anglophones, de *race to the bottom* (course vers le fond du baril) tant pour les normes du travail, de l'environnement, de la culture (au bénéfice de l'industrie du divertissement hollywoodienne) et même de la langue (au bénéfice de l'anglais commercial et Internet). Le mécanisme fondamental du système de libre-échange, malgré des compromis souvent complexes, en est fort simple : libre circulation du capital, sous forme d'argent ou de marchandise, et le contrôle serré de la circulation des personnes et même de leurs idées quand elles pourraient être soit sources de profits ou soit dangereuses pour l'ordre établi et imposé. Ces nouvelles règles du jeu auront d'ailleurs été fort utiles aux États pour imposer de dures politiques néolibérales à des peuples récalcitrants : paraît-il qu'il n'y a pas d'autre choix.

Reste finalement un rôle pour les parlements élus qui, bien sûr, ne dirigent rien. Ils sont l'incarnation de la *démocratie citoyenne*, basée sur la grande illusion de l'égalité entre le sans abri, propriétaire de sa force de travail, et le PDG d'un monopole, propriétaire d'une part du capital. Les parlements sont utiles comme moulins à parole pour libérer la frustration populaire: le diagnostic de la COPA sur libre-échange en témoigne. Ils le sont aussi comme machine à voter pour légitimer les lois et règlements nécessaires au bon fonctionnement du système de libre-échange. La discipline de parti, comme garantie d'accès à la caisse électorale et au renouvellement de mandat (avec pleine retraite au bout de deux mandats) assure le contrôle des Exécutifs sur leurs troupes.

Il ne s'agit donc pas de choisir entre l'État minimum qui laisserait place au libre-échange et l'État interventionniste qui dompterait le libre-échange.

La prise en charge de la société par le peuple travailleur

La prise en charge de la société par le peuple travailleur

Le choix est entre

- un État libre-échangiste réellement existant tout à fait interventionniste, en faveur du capital financier et des transnationales et
- une prise en charge de la société par le peuple travailleur à travers un État démocratisé réellement dirigé par des assemblées élues de bas en haut.

Pour que les assemblées élues en arrivent à diriger réellement, il faudrait carrément promouvoir une révolution sociale qui briserait le pouvoir du capital financier et des transnationales. Ainsi en serait libérée la révolution technologique que le système de libre-échange non seulement retarde mais corrompt en permettant de breveter la vie, en élargissant le secret commercial à la recherche scientifique au nom de la propriété des idées et en l'orientant vers la recherche militaire et vers la domination de la nature au risque de rompre les grands équilibres écologiques.

Seul des assemblées élues liées et redevables aux peuples travailleurs, qui seraient totalement au contrôle des finances de la société grâce à la socialisation des institutions financières, seraient en mesure d'orienter la révolution technologique. Ses bienfaits permettraient de bonifier quantitativement et qualitativement les services publics et de diminuer le temps de travail sans baisser les salaires. Ainsi tous et toutes, le pouvant et le devant, travailleraient et auraient le temps libre nécessaire à la participation démocratique et à l'effort créateur scientifique et artistique.

La direction de la société serait sous tous ses aspects sous la direction d'assemblées élues et redevables aux peuples travailleurs selon des mécanismes accessibles. Du quartier et du village jusqu'à un gouvernement mondial, en passant par les gouvernements nationaux, ces assemblées seraient dotées d'un budget substantiel et de pouvoirs réels. Les gouvernements mondial et nationaux auraient la responsabilité des grands équilibres économiques et sociaux, avec d'amples budgets de péréquation et d'aide technique à l'avenant. Ils seraient aussi responsables des grandes orientations stratégiques en termes d'ampleur des investissements et de leurs répartitions sectorielles. Les gouvernements régionaux et locaux, par contre, seraient les premiers responsables de la mise en œuvre, y compris d'une marge significative pour l'innovation. Ce serait là le pendant politique de ces révolutions technologiques et sociales.

Un programme de rupture avec le système de libre-échange

Ce programme général de révolution sociale, politique et technologique, on peut immédiatement le mettre en branle. Pour cela il faut confronter la dictature du capital financier et des transnationales. Seule cette confrontation permettrait de prendre le contre-pied des actuelles politiques budgétaires de coupures des services publics et des programmes sociaux tant dans les Amériques qu'au Québec sur la base d'un renforcement de la démocratie et des droits des peuples. Le PDS propose au peuple travailleur du Québec et des Amériques y compris aux élus désirant rompre avec le système de libre-échange de *commencer* cette rupture en défendant les revendications suivantes:

- **Rejet de tout accord de libre-échange actuel et futur, amendé ou non, en commençant par la ZLÉA puis l'ALÉNA ;**
- **Démantèlement des institutions de Bretton Woods et de l'organisation du Sommet des Amériques ;**
- **Effacement *inconditionnel* de toutes les dettes internationales des pays du Sud, publiques et privées, c'est-à-dire de tous les pays des Amériques sauf les ÉU et le Canada ;**
- **Élimination complète des paradis fiscaux, en particulier ceux des Caraïbes et d'Amérique centrale, et renvoie des fonds dans les pays d'origine ;**
- **Gratuité totale et immédiate des technologies vitales à la survie de l'humanité (anti-SIDA, efficacité énergétique et énergies douces, anti-pollution...) et gratuité générale d'ici 10 ans ;**
- **Démocratisation de l'ONU qui doit cesser d'être un appendice des grandes puissances du Nord :**
 - **annulation du droit de veto et des sièges permanents et soumission complète du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale,**
 - **transformation de l'Assemblée générale en assemblée des peuples élue à la proportionnelle sur la base de l'égalité des genres et des nations ;**
- **Financement d'une ONU démocratisée, dont la priorité sera le développement social égalitaire de l'humanité, par la taxation des flux internationaux de capitaux mais aussi par l'imposition supplémentaire des profits des banques et des transnationales ;**
- **Financement substantiel par l'ONU et par les États de programmes d'action positive envers les femmes et les minorités non-blanches jusqu'à ce que leur scolarisation, leur participation au marché du travail et leurs salaires soient égaux aux hommes et aux blancs.**

Plus spécifiquement pour les Amériques :

- **Fin du blocus de Cuba et sa réintégration dans l'OÉA ;**
- **Fin de l'intervention militaire américaine en Colombie et en Équateur ;**
- **Reconnaissance du droit à l'autodétermination complète des nations autochtones, des Afro-Américains et des autres nations opprimées comme le Québec et l'Acadie ;**
- **Réforme agraire au bénéfice des paysans et non des agro-exportateurs.**

La prise en charge de la société par le peuple travailleur

Le plus crucial, cependant, reste la mobilisation du peuple québécois et canadien contre *le système de libre-échange réellement existant* au Québec et au Canada.

C'est pour cela, croyons-nous au Parti de Démocratie Socialiste (PDS), que s'impose une campagne pour **«un réinvestissement d'au moins 10 milliards \$ maintenant pour combler le déficit social et environnemental»** comme moyen par excellence de satisfaire les besoins vitaux et pressants du peuple québécois.

Ce réinvestissement massif devrait être financé par le gel du remboursement de la dette publique et par une imposition supplémentaire suffisante des profits des entreprises, des revenus des riches et de leur patrimoine.

Ce réinvestissement massif suppose aussi qu'il revient au peuple québécois de choisir en toute autonomie, sans ingérence fédérale, la voie de son développement social et économique. Le gouvernement canadien s'y refuse totalement comme l'indiquent tant sa récente loi dite de la *clarté* qui nie pratiquement au Québec son droit national à l'autodétermination, son refus de toute modification constitutionnelle reconnaissant le Québec comme nation, que la charcutage de la loi 101 par la Cour Suprême canadienne depuis plus de 10 ans.

Pour affronter la dure compétition sans filet du marché mondial, surtout contre les ÉU dans le cadre de l'ALÉNA, le fédéralisme canadien exige un Canada fort et centralisé — témoin le débat sur les normes pan-canadiennes pour la santé — construit autour de l'idéologie d'une supposée unique nation canadienne — témoin le culte du drapeau à l'américaine — qui inclut de force les nations québécoise, acadienne et aborigènes emprisonnées dans l'État canadien.

La construction d'une société québécoise démocratique et indépendante n'est pas seulement l'affaire d'assemblées élues mais aussi de possibilité pour le peuple travailleur de librement s'organiser en syndicats et en organisations populaires. Non seulement le gouvernement québécois multiplie-t-il les lois matraques contre celles et ceux qui osent lutter contre les politiques néolibérales découlant du libre-échange — exemple la lutte des infirmières de 1999 — mais il semble vouloir modifier le Code du travail pour faciliter au patronat la désyndicalisation par l'intermédiaire de la sous-traitance dans laquelle il faut ranger, n'en doutons pas, la privatisation à la pièce des services publics. Qu'en aux organisations populaires, il essaie de les contrôler en les asphyxiant de leur financement statutaire pour plutôt les subventionner à la petite cuillère par projet devant se conformer aux priorités de l'État.

Donc, comme revendications québécoises immédiates contre le système de libre-échange réellement existant au Québec:

- Réinvestissement d'au moins 10 milliards \$ maintenant pour combler le déficit social et environnemental ;
- Gel du paiement des intérêts sur la dette publique tant au niveau fédéral que québécois ;
- Réforme fiscale qui taxe lourdement les profits, les revenus élevés, l'accumulation de richesse et la consommation de luxe.
- Indépendance du Québec
- Aucune restriction au droit de se syndiquer et de faire grève
- Financement statutaire à long terme des organisations populaires
- Appliquer les revendications québécoises de la Marche des femmes de l'an 2000

Faudrait-il ajouter, pour conclure, qu'il est tout à fait paradoxal que l'actuel gouvernement du Québec soit à la fois un chaud partisan de la souveraineté et du libre-échange. Comment est-ce possible d'être à la fois pour l'indépendance et la dépendance?

Nous, du Parti de la Démocratie Socialiste, proposons au peuple travailleur du Québec un projet de libération sociale et nationale. On ne peut pas se libérer de l'emprise centralisatrice et oppressive fédérale sans en même temps se libérer de l'emprise du système de libre-échange du capital financier et des transnationales.